

AU COURS D'UN MEETING À L'HÔTEL RIADH

Amar Ghoul s'en prend à l'opposition

«Le Président Bouteflika se porte bien. Il dirigera sa campagne comme il dirige et dirigera encore l'Algérie. Il a choisi des hommes pour prendre en charge sa campagne électorale.» C'est ce que nous déclarait Amar Ghoul, hier samedi, en marge d'une activité organisée à l'hôtel Riadh, à Alger, par son parti, le TAJ.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Cela, nous le disions depuis des mois : Bouteflika est notre candidat. Nous avons été très clairs alors que certains parlaient de flou, de brouillard ou je ne sais quoi encore.»

Le président du TAJ, qui est également ministre des Transports et, depuis mardi dernier, membre dirigeant dans la direction de campagne de Abdelaziz Bouteflika, animait d'ailleurs, à l'hôtel Riadh, une sorte de meeting en compagnie de ce qu'on appelle «le groupe pour la fidélité et la stabilité», en fait un conglomerat de petits partis dont la survie dépend de ce type d'allégeance au candidat du

pouvoir. Seuls émergeaient du lot le président du TAJ et son homologue de l'ANR, l'ancien ministre Belkacem Sahli.

A l'occasion, Amar Ghoul développait son discours classique : «Nous avons soutenu Bouteflika depuis longtemps et nous le soutenons pour cette présidentielle qui est cruciale. Ce ne sont pas tant des candidats qui manquent. Tous comme vous êtes ici vous pouvez et vous avez les compétences nécessaires pour postuler à la candidature. Mais les défis qui s'imposent à l'Algérie, les dangers qui guettent le pays et l'instabilité qui nous entoure font que seul le Président Bouteflika est en



Amar Ghoul s'emballe.

mesure d'y faire face.» Pour Amar Ghoul, «il y a quelques aventuriers, mercenaires qui ont

vendu leur âme à l'étranger et pour se mettre au service d'agendas étrangers en vue de

nous imposer leur prétendu printemps arabe». Le patron du TAJ s'en prend violemment à tous les opposants à la candidature de Bouteflika. Y compris et surtout des personnalités nationales comme Mouloud Hamrouche, Ahmed Taleb Ibrahimi, Ali Yahia Abdenour, entre autres.

C'est en tout cas ce que suggère une allusion à peine voilée : «Certains veulent qu'on organise des présidentielles sans élections. D'autres veulent empêcher le Président de se représenter et d'autres encore qui nous parlent de période de transition ! Une transition pourquoi ? Sommes-nous un pays en crise ? Non ! L'Algérie n'est pas en crise ! Nous avons des institutions fortes, un Président qui dirige et qui dirigera encore l'Algérie.»

La campagne commence vraiment à s'emballer.

K. A.

TIZI-OUZOU

Succès de la campagne de recueil des signatures pour Benflis

Dans un point de presse organisé hier, à Tizi-Ouzou, les membres du directoire de campagne du candidat à l'élection présidentielle, Ali Benflis, se disent satisfaits de l'accueil réservé par les citoyens à la candidature de M^e Ali Benflis. Une candidature qui a suscité «une grande mobilisation des citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou durant l'opération de collecte des signatures», est-il écrit sur la déclaration liminaire qui précise que de nombreux segments de la société ont répondu présents à la sollicitation de la direction de campagne de wilaya du candidat Ali Benflis. «La mobilisation pour un homme incarnant le changement à travers son projet(...) incarne l'engagement et l'adhésion de la Kabylie pour une transition générationnelle et pour un changement graduel et responsable», dit en substance la déclaration qui fait état «de flagrantes violations du principe de neutralité dont doit faire preuve le Premier ministre en sa qualité de président de la Commission de préparation des élections présidentielles et les médias publics.» Un appel est lancé aux citoyens «à faire preuve de vigilance pour faire barrage aux forces du mal qui privilégient leurs intérêts étroits au détriment des principes fondamentaux de la nation». Signalons que 8 356 souscriptions de citoyens et 181 grands électeurs ont été recueillies en faveur de la candidature de M^e Ali Benflis. D'autres signatures ont été recueillies à l'initiative d'autres citoyens qui se sont mobilisés en dehors du cadre de la direction de campagne, avons-nous appris auprès de cette dernière.

S. A. M.

IL A ACCUSÉ LES OPPOSANTS AU 4^e MANDAT D'«ANTI-DÉMOCRATES»

Amara Benyounès cible les internautes

Le SG du MPA, Amara Benyounès, a qualifié le rassemblement des citoyens qui ont manifesté hier, contre un quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, «d'anti-démocratique». La réaction des internautes algériens ne s'est pas fait attendre : «On en parlera après le départ de vos tuteurs Monsieur le Républicain ».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le patron du Mouvement populaire algérien, a tenu, hier, une rencontre avec ses militants au même moment où un rassemblement était organisé à la place Audin, à Alger, pour dénoncer le mandat de trop du président sortant. Amara Benyounès, qui voit derrière une action, pourtant purement citoyenne, un parti politique qu'il ne cite pas nommément, qualifie ce rassemblement qui a mobilisé différentes tranches de la société «d'anti-démocratique».

Avant de formuler cette phrase «assassine pour le jeune Etat qu'est l'Algérie», et «la démocratie elle-même», comme ont réagi des internautes, le SG du MPA parlera de «plusieurs coups d'Etat avortés contre la personne d'Abdelaziz Bouteflika». Après que la vidéo, dans laquelle celui

qui est notamment ministre de l'Industrie faisait la promotion d'un quatrième mandat, fut largement partagée sur les réseaux sociaux, les réactions ont tout de suite suivi. «Cela va de soi pour un opportuniste politique qui veut conserver son poste de ministre», ironise un internaute avant qu'un autre n'ajoute une couche : «C'est qu'il sait très bien que son avenir politique prendra fin avec le départ de Bouteflika.» Mais ce qui semble choquer le plus les internautes algériens ne réside pas dans le soutien d'Amara Benyounès à un quatrième mandat.

C'est plutôt sa condamnation d'un rassemblement de citoyens qui ont aussi le droit d'être contre une «présidence à vie». A ce qu'il a qualifié de «rassemblement anti-démocratique», sur les réseaux sociaux on peut lire :



Amara Benyounès.

«Ironie de l'histoire ou ironie du sort... celui-là même qui scandait dans les années 1990, dans la rue aux côtés de Khalida Toumi : pouvoir assassin, condamne une autre génération qui sort dans la rue pour crier son désarroi». Ce à

quoi une cyber-activiste conclut : «On en parlera après le départ de vos tuteurs monsieur le républicain... J'espère que vous n'allez pas encore une fois changer de veste. L'histoire le retiendra».

M. M.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le FAN apporte son soutien à Benflis

Autre soutien partisan pour le candidat à la présidentielle du 17 avril prochain, Ali Benflis. Il s'agit de celui que vient de lui témoigner le Front de l'Algérie nouvelle (FAN), un parti né d'une dissidence du mouvement Islah, il y a un peu plus de deux ans.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est le secrétaire général du Front, Djamel Benabdeslam, qui en a fait part, hier, lors d'une conférence de presse. Et la présence à sa droite du premier responsable du Fadjr el djadid, Tahar Benaïbèche, qui a déjà apporté sa caution à l'ex-secrétaire général du FLN, ne laissait aucun doute quant à son option.

D'autant plus que le conseil national du FAN a retenu le prin-

cipe de la participation au prochain scrutin présidentiel, ne restait que la formule de cette participation laissée aux bons soins du bureau national.

Ce que cette dernière instance a tranché en préférant l'option d'un soutien à un candidat consensuel que le parti a veinement cherché au sein du fameux groupe des vingt et celui de la mémoire. Un candidat qui ne pouvait être alors que l'ex-chef

de gouvernement dont le programme électoral, soutient Benabdeslam, «recoupe à plusieurs points avec le nôtre».

Pourtant, dans sa déclaration préliminaire, l'ancien député a brossé un tableau tellement sombre qu'il a fini par prendre son auditoire à contre-pied par sa chute qui aurait dû ne pas être autre que la bouderie du rendez-vous du 17 avril prochain.

C'est que le raisonnement cartésien n'a pas encore sa place chez notre classe politique, car face au jeu fermé de cette élection avec un clan présidentiel qui ne parle que d'un quatrième mandat avant même que le scru-

tin n'ait lieu, ce qu'il reconnaît lui-même, le président du FAN dit, néanmoins, éprouver de l'aversion pour le boycott que bien de partis ont adopté car ne constituant pas «la solution face à un pouvoir qui ne demande que cela pour évoluer sur du velours».

Et quid du risque de caution que cette participation pourrait servir au pouvoir ? Benabdeslam rétorque sans trop de conviction qu'il s'agira de gêner ce même pouvoir sur le terrain et qu'il ne s'agira point de se laisser faire, quitte à adopter d'autres moyens de lutte pacifiques si des vellétés de fraude venaient à se faire jour.

M. K.